



AF 8 nov. 2017

Projet de Manifeste socialiste (Congrès de Liège, 26 novembre 2017)

PREAMBULE

En 1894, lors d'un congrès tenu à Quaregnon, le POB adoptait la déclaration de principe qui allait fonder son action : la charte de Quaregnon.

Sur ces bases, et depuis 120 ans, le POB, devenu Parti Socialiste, n'a cessé de lutter pour un monde plus juste, plus solidaire et plus fraternel. Un objectif qui reste aujourd'hui plus que jamais d'actualité.

Sans remonter au Congrès de Quaregnon, une analyse historique rapide est nécessaire pour appréhender la situation actuelle et l'apport du Parti Socialiste, et, plus largement, du socialisme. Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, l'élaboration et la conclusion du Pacte social de 1945, se fondent largement sur les valeurs défendues par les socialistes.

Cette victoire est confirmée par la mise en place et la concrétisation du pacte, fruits de combats et de conquêtes qui s'inscrivent dans la lignée de bien d'autres : la journée des huit heures, les congés payés...

Pendant trente ans, le Parti Socialiste a consolidé ce Pacte social.

La droite avait dû le concéder. Mais, profitant d'une série de crises et de chocs économiques, elle n'a cessé de le remettre en question. En attaquant la sécurité sociale, en voulant supprimer l'index, en prônant sans cesse la flexibilisation, donc la fragilisation du travail.

Les socialistes ont résisté, pied à pied, pour maintenir, tant bien que mal, les conquêtes sociales arrachées de haute lutte.

La mondialisation a essaimé le néo libéralisme anglo-saxon partout sur notre planète.

La droite s'est sentie plus forte : elle a repris à son compte, pour la gagner, la lutte des classes. Aujourd'hui, le constat est généralisé, en Europe et au delà : la gauche est à un tournant de son histoire. Pour amplifier les privilèges de quelques uns, elle n'hésite plus à s'associer aux forces nationalistes et populistes, qui l'aident à masquer sous un vernis sécuritaire et identitaire les ravages sociaux et environnementaux dont elle est responsable et coupable.

Plus que jamais, la gauche et plus spécifiquement le Parti Socialiste doivent reprendre la lutte des classes et se poser en alternative déterminée au capitalisme et au néo-libéralisme.

La révolution numérique entraîne des bouleversements aussi importants que ne l'ont fait jadis l'invention de l'imprimerie ou la révolution industrielle.

C'est dans ce contexte que, réaffirmant ses valeurs fondatrices, le PS doit inscrire son combat.

L'interculturalité, la défense de l'environnement, la profonde mutation de la notion même de travail, fixent un cadre nouveau. Il apparaît ainsi que travail et emploi vont demain recouvrir des réalités différentes, que le travail productiviste tendra, sinon à disparaître, du moins à se marginaliser, que le développement durable est une nécessité pour garantir un avenir de qualité aux générations futures.

S'appuyant sur ses engagements de toujours, le Parti Socialiste doit aujourd'hui être la force de progrès qui assure, dans ce monde ouvert et en proie à de profonds changements, l'égalité, la solidarité, la justice, la protection de tous et l'émancipation de chacune et chacun, dans le respect et la tolérance que seule une laïcité ouverte et bien pensée peut garantir.

C'est pourquoi le Parti Socialiste, fidèle à son héritage et à ses valeurs, a décidé de revivifier et d'actualiser la charte de Quaregnon. Ce Manifeste continuera de guider l'action des socialistes, au présent, et dans l'intérêt des générations futures.



AF 8 nov. 2017

MANIFESTE

L'émancipation individuelle et collective, dans une société prospère, solidaire et pacifiée, est le but de l'action socialiste.

Cette émancipation implique que les richesses produites et les ressources disponibles soient réparties équitablement au sein de la société, afin que chaque homme et chaque femme puisse y vivre dignement et s'y épanouir, dans le respect de sa personne, et de ses aspirations fondamentales au bien être et au bonheur.

Cet objectif est incompatible avec une société exclusivement productiviste, où la logique du capitalisme conduit à la lutte de tous contre tous, à l'exploitation du travail, et à l'accaparement des richesses et des ressources par une minorité qui ne connaît qu'une loi : le profit.

Les socialistes refusent la perspective d'une société noyée dans les eaux froides du calcul égoïste. Ils entendent promouvoir une société démocratique, soucieuse de défendre et d'élargir son bien commun : ses ressources naturelles inaliénables (l'eau, les forêts, l'air, le soleil...) ses libertés, son patrimoine intellectuel et culturel.

Les socialistes entendent ainsi promouvoir et mettre en place des alternatives au capitalisme. Celles-ci impliquent, entre autres, le développement de l'initiative publique, de nouvelles formes d'organisation du travail, le recours à des processus collaboratifs ou coopératifs de production. Ces alternatives devront se développer dans le respect de l'environnement, qui est intrinsèquement lié au progrès social.

L'appropriation collective des moyens de production et d'échanges, par l'action publique et l'économie sociale, est indispensable au projet socialiste. Acteurs à part entière de la vie économique, des institutions et des services publics puissants et bien organisés, doivent pouvoir réguler et contrôler l'économie et la finance, protéger les citoyens, assurer le respect de l'environnement et du bien commun, garantir à chaque être humain la satisfaction de ses besoins fondamentaux. C'est l'action publique encore qui permettra de développer des outils de mutualisation des ressources, des savoirs et des espaces.

Une telle évolution repose sur la capacité –et le droit- d'une société à agir sur elle même pour s'améliorer. Elle aura lieu de manière démocratique : tous les citoyens et citoyennes sont appelé(e)s à y participer. Les socialistes n'ont d'autre but que celui de les rassembler, et de construire les rapports de force nécessaires pour défendre les droits de tous les citoyens, et en conquérir de nouveaux.

Les socialistes luttent pour mettre en œuvre une société où chacune et chacun soit en capacité d'être, d'agir, et de choisir entre les multiples possibles.

Dans le cadre de ce combat pour une société plus vivable, plus solidaire et plus juste, une société qui puisse librement développer des alternatives au capitalisme, les socialistes entendent mettre en œuvre les principes suivants :



AF 8 nov. 2017

- Le monde s'oriente vers une société du post travail productiviste. Les socialistes entendent que cette mutation s'effectue dans le respect des droits et de la dignité de chacun.
- Le travail disponible doit être partagé, et le temps de travail salarié réduit, pour lutter contre le fléau du chômage, et libérer du temps pour la vie privée et pour la mise en œuvre d'initiatives individuelles, tant économiques qu'associatives.
- Chaque emploi doit être digne, et correctement rémunéré.
- Les retraites doivent permettre une existence de qualité. Les personnes sans emploi, malades ou souffrant d'un handicap, doivent bénéficier d'un revenu qui leur permette de vivre dignement.
- Une fiscalité progressive, intégrant l'ensemble des revenus, doit permettre de redistribuer la richesse, et d'assurer la justice sociale, sans laquelle le lien démocratique est condamné à se dénouer.
- La pauvreté est intolérable, dans une société qui dispose des moyens pour l'éradiquer. Les personnes les plus démunies, les chômeurs et les travailleurs précaires doivent être particulièrement protégés et soutenus, par le renforcement de la Sécurité sociale.
- La nécessité d'une justice sociale ne se limite pas à notre territoire. Les socialistes sont internationalistes. Ils entendent mener leur combat dans l'espace européen, et dans celui de l'économie mondialisée. L'harmonisation des conditions de vie obéit à un principe de progrès : qu'il s'agisse de protection sociale, de revenus ou de droit du travail, c'est toujours le critère le plus élevé, le plus favorable à la personne humaine, qui doit définir la norme à atteindre.
- Pour les socialistes, l'égalité des Hommes ne se proclame pas. Elle se conquiert. Toutes les injustices, toutes les discriminations, doivent être éradiquées.
- L'égalité, c'est celle des hommes et des femmes, c'est aussi celle des genres. Elle doit se conquérir, et se défendre face à toute menace de recul. Elle impose l'égalité de traitement, et de statut. Les femmes ont le droit de disposer de leur corps : droit à la contraception et à l'interruption de grossesse.
- Toutes les formes de contribution à la collectivité et au bien commun méritent d'être reconnues, notamment par le biais de l'éducation permanente.
- Chaque être humain, pour pouvoir s'émanciper, doit avoir accès à une école gratuite et de qualité, à la culture et aux libertés démocratiques.
- La vie privée est inviolable. Chaque femme, et chaque homme doit être libre dans ses choix et styles de vie. Ni leurs libertés, ni leurs droits sociaux ne peuvent en dépendre.
- Le principe de laïcité est un trait d'union fondamental dans une société plurielle. Toute personne doit être libre de ses convictions, et de ses croyances, qui relèvent de sa vie privée. La liberté de conscience est absolue : chacun et chacune est libre de croire, ou de ne pas croire, de pratiquer une religion ou d'en changer, de ne se laisser imposer aucun rite, ni aucune soumission. Le pouvoir civil doit s'exercer de manière neutre et impartiale, sans intervention des cultes. La recherche et la progression des connaissances ne peuvent être entravées par aucun dogme.
- Un monde vivable, digne, juste et solidaire, un monde que l'on puisse léguer aux générations futures pour qu'elles y poursuivent le combat de leur propre émancipation : c'est le sens du projet socialiste. Il appartient aux hommes, aux femmes et aux peuples de le mettre en œuvre.